

HRW : "un niveau de coordination et une responsabilité de l'Etat dans ces exécutions"

RFI, 12-02-2015 Burundi : il faut une «enquête fouillée» sur les exécutions sommaires. Au moins 47 personnes ont été exécutées par les forces de sécurité burundaises suite à l'attaque d'un groupe armé dans la province de Cibitoke, selon l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. Dans un document publié ce jeudi, HRW précise que ces exécutions sommaires de rebelles qui s'étaient rendus ont été commises par l'armée, la police et les imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir.

L'organisation de défense des droits de l'homme demande une enquête indépendante sur ces faits survenus entre le 30 décembre et le 3 janvier. Carina Tersakian, chercheuse à Human Rights Watch, est l'invitée de Sonia Rolley. « Nous ne savons pas à quel niveau la décision a été prise. Mais d'après les informations que nous avons, nous pensons que l'implication de plusieurs policiers, de militaires et d'autorités locales, ainsi que de jeunes du parti au pouvoir, indiquerait un niveau de coordination et une responsabilité de l'Etat dans ces exécutions. Et c'est pour cela que nous demandons aux autorités burundaises, immédiatement, d'ouvrir une enquête fouillée, indépendante, et de faire en sorte que les personnes responsables soient traduites en justice. Pas seulement les personnes qui ont tué ces combattants, mais également leur commandant ou leurs supérieurs hiérarchiques ». Ecouter sur RFI